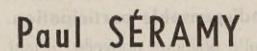


## Etienne DAILLY

Candidat d'Entente Démocratique
Investi par le

Centre-Progrès et Démocratie Moderne



Remplaçant éventuel



## Electrices, Electeurs,

La Nation secouée par une crise politique grave, la violence dans la rue, notre économie en péril, notre monnaie menacée, notre position dans le Marché Commun compromise, le malaise social persistant, l'autorité de l'Etat mise en échec, le Pays que l'on se plaisait à décrire comme stable et satisfait, saisi de stupeur devant l'immensité des problèmes en attente : telle est, aujourd'hui la situation de la France.

Et pourtant jamais, depuis l'Empire, le Pouvoir n'avait disposé d'autant de moyens pour réaliser sa politique. A l'Assemblée Nationale, depuis dix ans, une majorité docile, compacte et bien disciplinée lui a systématiquement accordé tout ce qu'il réclamait. Pas une loi, pas un crédit budgétaire ne lui a été refusé et, malgré l'opposition du Sénat, il a même obtenu les pleins pouvoirs chaque fois qu'il les a demandés.

Or cette politique, élaborée sans aucune contrainte, dont le Pouvoir et chacun des Parlementaires de sa majorité - donc Monsieur Didier JULIA - portent, seuls, la responsabilité, aboutit à un mécontentement quasi-général. En vérité personne n'est satisfait : ni les salariés, ni les cadres, ni les chefs d'entreprise, ni les jeunes travailleurs, ni les étudiants, ni les enseignants, ni les agriculteurs, ni les commerçants, ni les artisans, ni les membres des professions libérales, ni les fonctionnaires, ni les anciens combattants, ni les retraités, ni les personnes âgées, ni les rapatriés, pas davantage les élus municipaux dont la gestion communale est rendue pratiquement impossible. C'est ce climat de mécontentement général auquel est venu s'ajouter, ces dernières semaines, une incroyable incohérence dans l'action gouvernementale, qui a favorisé l'explosion qui ébranle le régime gaulliste.

Est-ce à dire qu'il faut changer les Institutions de la V° République? Certes non, parce qu'elles assurent l'indispensable stabilité dont tout Gouvernement a besoin.

Mais ce qu'il faut, c'est changer de méthodes et changer de politique.

Constitution de 1958 : que le Président de la République demeure "l'arbitre" (article 5), que le gouvernement "détermine et conduise la politique de la Nation" (article 20), que le Parlement légifère librement (article 39), pour tout dire, que l'on renonce à la pratique du pouvoir personnel.

Il faut changer de politique, c'est à dire procéder avant tout à une révision fondamentale des priorités.

Il faut supprimer la plupart des charges improductives (force de frappe, aides abusives à l'étranger, dépenses de prestige, etc...) qui représentent plus du quart du budget de l'Etat.

Il faut, quitte à les financer par de vastes emprunts, accorder la priorité absolue à tous les investissements générateurs d'emplois, puis de productivité (réseau autoroutier, télécommunications, logements sociaux, enseignement supérieur, technique et professionnel, etc...).

Il faut réviser la politique de l'Aménagement du Territoire qui sacrifie notre région et nous interdit d'y créer les emplois correspondant aux besoins de nos populations

Il faut une politique Sociale plus juste et plus humaine, des actions spécifiques en faveur de tous ceux qui peuvent légitimement y prétendre, notamment les familles, les anciens combattants, les rapatriés, les retraités, les personnes âgés, etc... Il faut aussi la réforme de la Sécurité Sociale mais par la voie démocratique et après abrogation des ordonnances.

Il faut jouer, sans réticence, la solidarité Européenne pour assurer la Paix et pour permettre à la France d'atteindre ses objectifs économiques, notamment la rentabilité de son agriculture.

Il faut **renouer avec nos alliés traditionnels**, demeurer dans l'alliance atlantique et ne pas pour autant renoncer au dialogue avec **toutes** les autres Nations.

Il faut, enfin, assurer au pays une information loyale et complète sans laquelle il est impossible d'organiser, à tous les niveaux, l'indispensable participation.

Pour mettre en œuvre cette politique nouvelle, il faut au Parlement une majorité nouvelle et il est évident que, seul, le Centre peut en être l'axe.

Mais surtout, seul le Centre, et un Centre puissant, peut éviter le déchirement de la France en deux blocs hostiles et cet affrontement redoutable dont ceux qui se réclament du gaullisme, - ou qui s'en servent -, n'hésitent pas à prendre le risque pour se cramponner au Pouvoir

Eviter l'affrontement c'est la raison d'être du CENTRE - PROGRÈS ET DÉMOCRATIE MODERNE. C'est le sens de notre candidature.

Contre l'escalade de la violence,
Pour assurer la Paix Civile,
Pour une politique nouvelle,
Votez tous, dès le premier tour, pour le seul candidat
susceptible de battre le représentant du pouvoir personnel.
Ne dispersez pas vos voix.

## Votez: Etienne DAILLY

Officier de la Légion d'Honneur Croix de Guerre avec Palme Sénateur

Président du Conseil Général

Administrateur du District de la Région Parisienne

Maire de Nemours

Candidat d'Entente Démocratique

Investi par le

Centre - Progrès et Démocratie Moderne

faut changer de politique, c

Remplaçant éventuel :

## Paul SÉRAMY

Officier des Palmes Académiques Premier Vice-Président du Conseil Général Maire de Fontainebleau

Vu, le Candidat.